

Dernière minute

Un togolais, Yali Fellow, vient d'être déporté par le gouvernement américain. Motif : Critique répétitive de la politique américaine sur les homosexuels. Nous y reviendrons.

Négligence, gaspillage à la Caisse de Retraite du Togo Des dossiers des pensionnés et un important lot de matériel inondés dans un immeuble à Djidjolé, des pertes évaluées à plus 100 millions de fcfa

P 3



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0257 du Lundi 27 juin 2016 - 250 F CFA / Etranger 1€

Billet

“Caduque”, l'adjectif de la discorde

S'il est vrai selon les grammairiens et les linguistes que le mot n'a de sens que dans un contexte, il n'en demeure pas moins vrai que certains mots quelque soit le contexte dans lequel on les place méritent toujours qu'on leur accorde une attention particulière. C'est ce qui semble se passer avec le mot “caduque” prononcé au cours du débat public sur les réformes politiques et qui crée des ennuis à l'ancien directeur national de l'OTP, actuel société nouvelle des phosphates du Togo SNTP, ancien ministre des enseignements primaire et secondaire et cadre du parti UNIR. Adjectif dérivé du mot caducité, le mot “caduque” signifie, selon le Petit Robert «qui touche à sa fin, qui n'a plus cours, qui est dépassé». En science de la vie et de la terre, le mot prend un autre sens sans toutefois se démarquer complètement du sens littéraire que lui confère le Petit Robert. On parle par exemple de plante à feuille caduque qui perd ses feuilles par moment. Est caduque, ce qui ne résiste pas au temps.

Lequel de ses sens l'ont-ils conféré au “caduque” du débat pour que cela fasse autant mal et que certains en fassent polémique. Disons que Florent MAGANAWÉ à qui l'on attribue le bouc émissaire n'est que tombé dans le piège d'un journaliste qui l'interrogeait. Il répondait à la question « monsieur la question des réformes est-elle caduque, oui ou non ? » dans la foulée. La porte-parole du gouvernement au débat répond « oui ». Une réponse qui devient un pavé jeté dans la mare qui fait le chou gras des journaux spécialistes du sensationnel. Une question d'éthique et de déontologie se pose. Pourquoi c'est cette portion des propos de MAGANAWÉ qui a intéressé les gens. Voulait-il dire, certains points de l'APG sont caducs? Puisque les réformes autour desquelles tournait le débat sont une recommandation de l'APG. Tout compte fait les détracteurs ont vite fait de donner au mot la connotation qui les arrange. C'est en cela que les philosophes ne s'entendent pas sur le rapport entre les mots et les idées, le langage et la pensée, mieux le langage et la réalité. Et comme le disait Ernest KASSIRET: « le langage est le danger des dangers ; il tue et il sauve, il voile et il dévoile ». Mal interprété il peut créer des ennuis. Et c'est ce qui semble arriver à cet ancien fonctionnaire de l'OTP qui n'a fait que donner son avis par rapport à une question. Il ne faudrait pas que ce mot empêche les gens de penser à l'essentiel, et surtout, que cela ne crée pas ce que les grecs appellent la “parlea phobie”, c'est-à-dire la peur de prendre la parole. A la lumière de tout ce qui précède et en s'appuyant sur d'autres cas, nous sommes tentés de nous demander si ceux qui refusent de parler, surtout à la presse n'ont pas raison. On se rappelle la fameuse affaire de rideau blanc qui avait entaché le même MAGANAWÉ au temps chaud des grèves lorsqu'il était ministre des enseignements primaire et secondaire. Plus loin, c'est d'autres propos du chef de l'Etat sur une chaîne allemande qui semble recevoir le même sort. Pour avoir souhaité que le débat sur les réformes politiques soit mené au plus haut niveau de l'intelligentsia, c'est-à-dire par les intellectuels (universitaire) Faure Gnassingbé l'apprend à ses dépens comme si cela n'avait pas de sens. Les effets combinés de ses deux propos donnent libre cours à des interprétations qui risquent de créer du flou dans les esprits. En quoi prendre les gens aux mots permet-il à la presse de mieux informer. Tout compte fait, nous conviendrons avec BLAISE Pascal qu'« il vaut mieux bien penser ce que l'on a à dire que de bien dire ce que l'on pense ».

Eric T.

Questions orales à l'Assemblée Nationale



Les ministres défilent... Cina Lawson toujours attendue

P 3

BAC 2 désormais corrigé à Lomé et à Kara

P 7

Le CHU Sylvanus Olympio malade de son personnel

P 5

HAAC Le nouveau bureau échange avec les organisations de presse

P 2

HAAC Le nouveau bureau échange avec les organisations de presse

Tout va vite à la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication (HAAC) à peine installée, le nouveau bureau présidé par Pitang Tchalla se retrouve déjà les manches. Comme première activité phare, une rencontre avec les organisations de presse sans distinction aucune. C'était vendredi dernier au siège de la HAAC. Il s'agissait bien naturellement d'une prise de contact avec les acteurs du monde de la presse. Une occasion d'échange autour des sujets d'actualité liés à la profession. Le statut des journalistes des médias publics, la suite à donner aux états généraux de la presse tenus en 2014, la question de l'aide de l'Etat à la presse, la confraternité et le professionnalisme voilà autant de sujets qui ont meublé les discussions. Tout ceci dans une ambiance bon enfant empreint de courtoisie. Pour un début, on peut conclure que c'est le premier test réussi pour le nouveau bureau et principalement son président M. Pitang TCHALLA qui pour une fois encore a démontré sa



maîtrise de question relative au monde de la presse et celui de la communication. Ancien Ministre de la communication, le nouveau président de la HAAC est journaliste de formation il a exercé et occupé le poste de Directeur Général aussi bien de la radio Lomé et la télévision togolaise. Pitang TCHALLA c'est aussi le père de la

dépénalisation du code de la presse même si par modestie l'homme décline gentiment cette reconnaissance qu'il préfère partager avec d'autres acteurs de l'époque. Bref la rencontre de vendredi dernier a permis de rassurer les uns et les autres, tout commence plutôt bien.■

La Rédaction

Conférence nationale souveraine 25 ans après Une table ronde des acteurs le 8 juillet prochain

Le 8 juillet 1991 s'ouvrait à la salle Fazao de l'Hôtel 2 février la grande assise de toutes les forces vives de la nation : la conférence nationale souveraine. Une génération après les acteurs encore vivants de cet événement important dans la vie de notre nation se donnent rendez-vous le 8 juillet prochain pour une table ronde pour revivre l'événement à travers des témoignages. La jeune génération trouvera également sa place autour de cette table. Quoiqu'on dise, la conférence nationale souveraine continue d'avoir des effets sur l'actualité politique du Togo. On lui doit d'ailleurs la constitution de la 4e République votée en 1992. Pour le comité d'organisation en conférence de presse lundi dernier, il s'agira de faire le bilan, tirer

des leçons qui pourront servir à la classe politique actuelle. Il faut dire que si toute la classe politique était d'accord à l'époque pour ces assises nationales, les avis sont partagés sur les résultats obtenus. Pour certain ce fut du temps perdu alors que d'autres estiment que malgré les dérapages, la conférence nationale a été un capital dans l'essor démocratique au Togo. Au lendemain du discours de la Baule, plusieurs pays africains ce sont lancés dans un processus démocratique avec à la clé des conférences nationales qui ont connu des fortunes diverses. Si celle du Bénin est citée comme une réussite, celle du Togo et du Zaïre actuel RDC ont beaucoup duré pour un résultat très mitigé.■

PF



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion
Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
Fabrice P. Dariworé

Comité de Rédaction
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

Crise au CAR Me Agboyibo croit toujours à une issue heureuse

Alors que l'opinion est convaincue de l'implosion du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), son père fondateur Me Agboyibo un des acteurs majeur de la crise espère toujours que sa famille politique ne va pas voler en éclat. Dans une interview accordée à nos confrères de Afreepres, le Bélien noir de Kouvé déclare : « je persiste à penser que la crise survenue au CAR est un incident domestique malheureux qu'il faut savoir régler en famille. Je suis au demeurant convaincu qu'elle va pouvoir être dénouée bientôt, d'une façon ou d'une autre ». S'agit-il d'un langage diplomatique et pour quelle fin dans la mesure où l'incident domestique dont parle le président d'honneur du parti, est réglé sur la place publique plutôt qu'en famille. Tout compte fait depuis le début de la crise, Me Agboyibo fait toujours l'effort de ne pas aborder le sujet publiquement preuve qu'il croit toujours au miracle même si beaucoup d'éléments prouvent à suffisance qu'il se fait des illusions. Sinon à quoi rime la réunion de 33 fédérations il y a quelques jours à Lomé en l'absence du président du



parti Me APEVON Dodji qui était en voyage. Le rubicond a été franchi il y a une semaine à Vogan lorsque les partisans de Me APEVON

ont failli lyncher le député Jean KISSI considéré comme proche de Me Agboyibo. Certains militants sont même allés loin en brûlant les emblèmes du parti sous les caméras de la presse. Peut-on à ce stade de la crise parler d'une sortie de crise ? En seul le boulanger de Kouvé détient pour l'instant le secret d'un retour à la normale dans le CAR.

De sources proches du parti, la crise au Comité d'Action pour le Renouveau est partie d'une envie d'un retour sur scène de l'ancien président du parti Me Yaovi AGBOYIBO. Celui-ci avait cédé les rênes du parti à son protégé de toujours Me APEVON Dodji on reprocherait à ce dernier un manque d'initiative et de poigne à la tête du parti. Tout compte fait on demande à l'actuel qui a déjà fait deux mandats à la tête du parti d'organiser un congrès. Après les événements de Vogan il y a une semaine, il est clair que la crise au sein du CAR prend des proportions inquiétantes capables de troubler l'ordre public.■

La Rédaction

Questions orales à l'Assemblée Nationale Les ministres défilent... Cina Lawson toujours attendue

Les questions orales à l'Assemblée Nationale font partie de la pratique démocratique. C'est une occasion pour les ministres de fournir des explications sur des sujets sur lesquels ils sont interpellés. Au bout du compte, c'est l'opinion qui est informée sur la gestion du pays à travers chaque département ministériel. Depuis quelques semaines, les ministres de la République ne cessent de défiler au parlement pour répondre aux questions des députés sur certains sujets d'actualité. Malgré leur agenda généralement chargé, ils font l'effort de s'acquitter de ce devoir devant le peuple à travers ses élus. C'est ainsi que face à la polémique autour des infrastructures en construction, le ministre Ninsao Gnofam s'est présenté devant l'Assemblée Nationale pour fournir des éléments de réponses aux différentes préoccupations. On a vu également passer, d'autres ministres notamment celui des Mines et de l'Energie vendredi dernier. On pourra aussi citer le ministre de la communication des sports et de la culture et bien



d'autres encore par le passé.

Mais il nous a été donné de constater que certains membres du gouvernement brillent toujours par leur absence à chaque fois qu'ils sont interpellés. C'est le cas de la Ministre Cina Lawson qui à première vue esquivait l'exercice face aux députés. Jeudi dernier, elle était encore attendue au parlement mais la patronne des postes et de l'économie numérique se fait toujours

désirer. Est-ce son calendrier qui ne lui permet pas ce déplacement ou s'agit-il tout simplement d'une indifférence vis-à-vis des préoccupations des députés. Il est de notoriété aujourd'hui que le Togo fait face à un réel problème de connexion internet. Malgré les efforts fournis par Togocel et Togotelecom la société qui revient de très loin, on n'est toujours pas sorti de l'auberge des affres de la connexion

internet. Voilà un sujet de grande importance sur lequel les togolais veulent avoir des réponses et être situés madame la ministre. Il s'agit d'une anomalie qu'il faut corriger et c'est d'ailleurs pourquoi le Président de l'Assemblée Nationale a adressé un courrier au Premier Ministre afin que celui-ci permette aux membres du gouvernement de se rendre disponible et de se prêter aux questions des députés quand le

besoin se fait sentir. C'est d'ailleurs une exigence constitutionnelle. Donnant suite à cette sollicitation, le Premier Ministre au cours du dernier conseil des ministres, a demandé aux membres du gouvernement « de toujours répondre dans les meilleurs délais aux interpellations des députés ».

Il faut souligner qu'à ce conseil des ministres il a été évoqué le cas du ministère de l'économie numérique selon le communiqué rendu public, un décret examiné et adopté « fixe les attributions et porte organisation et fonctionnement dudit ministère. Le communiqué ajoute que l'Etat a exprimé sa détermination à prendre en compte l'enjeu que représentent les technologies de l'information et de la communication et sa volonté de faire de l'économie numérique un secteur stratégique pour l'ensemble de l'économie nationale, en donnant une nouvelle dénomination du ministère qui intègre désormais l'économie numérique ».

Dick Mensan

Négligence, gaspillage à la Caisse de Retraite du Togo Des dossiers des pensionnés et un important lot de matériel inondés dans un immeuble à Djidjolé, des pertes évaluées à plus 100 millions de fcfa

Décidément le DG de la Caisse de Retraite du Togo (CRT) est une véritable machine à gaffe. Igneza Diapena vient d'accroître sa liste interminable de dérives depuis qu'il est à la tête de cette société. La dernière en date va coûter à la CRT pas moins de 100 millions de francs CFA. De quoi s'agit-il ?

Nous sommes au 6 juin 2016, le DG Diapena est obligé de suspendre une de ses missions bidon comme il en a l'habitude à Genève en Suisse. Il y a de quoi mettre à la villégiature pour revenir. En effet, les dossiers des pensionnés, un important lot de matériel informatique et de matériel de bureau notamment des cartons de papier rame partent à l'eau dans un immeuble loué depuis 1 an sur les pavés de Lomé à Djidjolé par la CRT. Cet immeuble loué et non utilisé

pendant longtemps servait ainsi de magasin en attendant la construction du siège de la CRT situé à côté de la CNSS. Le matériel en question est un stock pour les trois prochaines années selon nos informations. On peut se poser la question de savoir pourquoi faire un stock de matériel pour trois ans ? On pourra nous rétorquer qu'il s'agit d'une prévision, ah oui tout comme s'il y aura risque de pénurie du matériel informatique ou de papiers rames au cours des trois prochaines années. Tout ceci s'explique en réalité. M. Diapena DG de la CRT est sous le coup d'une retraite à la fin de cette année. Pour empocher les retro commissions comme il les aime bien, le cupide a trouvé bon de faire des stocks pour des années au cours desquels il ne sera plus DG qui est fou ? bien pensé en tout cas.

L'excès de toutes choses étant nuisible et malheureusement tout ce stock s'est retrouvé dans l'eau. D'aucuns penseraient à une inondation liées aux dernières pluies mais loin de là. Le sinistre est survenu à la suite d'une bêtise humaine. Le DG avant son départ pour Genève a demandé à un plombier de se rendre sur le site devant abriter le nouveau siège pour démonter tous les pots de WC et les envoyer dans le bâtiment loué à Djidjolé. On se demande dans quelle langue les échanges se faisaient entre le DG et son plombier puisque ce dernier a plutôt fait le contraire de ce qu'on lui a demandé en allant démonter les pots de WC dans l'immeuble de Djidjolé. Ceci s'est fait au moment où la TDE avait coupé de l'eau dans la zone ce jour-là. Les robinets ouverts n'étant pas refermés et après le

départ du plombier, la fourniture d'eau fut rétablie et bienvenus les dégâts. Tout part à l'eau. Voilà les conséquences quand un DG veut faire tout seul. La CRT est doté d'un service matériel et cette tâche lui revenait. Mais les intérêts inavoués du DG ont pris le dessus. A ce jour la Direction ne peut récupérer que les données s'agissant des dossiers des pensionnés et ceux-ci grâce à l'archivage numérique effectué quelques années plutôt par un archiviste de formation qu'il a plu au DG de remplacer par un géographe de formation. C'est aussi ça la gestion à la Caisse de Retraite du Togo. A cela s'ajoute des scandales financiers sur lesquels nous reviendront dans nos prochaines publications.

P. Fabrice

Analyse du budget alloué aux secteurs sociaux de 2009 à 2014 Le CADERDT a présenté les résultats aux parlementaires

Le Centre d'Analyse des Données, d'Etudes et de Renforcement des capacités pour le Développement du Togo (CADERDT) a présenté le mardi dernier les résultats de l'analyse des budgets des années 2009-2014 sur les secteurs sociaux aux parlementaires, au cours d'un atelier de validation tenu au Palais des Congrès, siège de l'Assemblée Nationale Togolaise.

Avec pour objectif principal l'analyse de l'évolution des allocations budgétaires, sur les ressources internes, en faveur des secteurs sociaux sur la période 2009-2014, cette analyse du CADERDT bénéficie de l'appui financier de l'UNICEF et a concerné cinq secteurs selon les critères définis à l'axe III de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). Il s'agit des secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, de l'eau et assainissement et enfin de l'action sociale.

Il s'agit concrètement, selon Mme Odilia Birénam, directrice par intérim du CADERDT de faire un suivi des actions de l'Etat en matière sociale, par l'analyse des données et documents, le contrôle de conformité des engagements de l'Etat dans ces secteurs tant sur le plan national qu'international, le contrôle de conformité des actions par rapports aux projections. Ceci tient à cœur à l'UNICEF, représenté à l'atelier par son représentant résident, le Dr Isselmo



Boukary, qui a rappelé l'attachement de l'organisation sur ces questions.

Il découle de ces analyses que les allocations de l'Etat en faveur des secteurs sociaux ont connu une hausse de 77,4%, passant de 84 milliards à 149 milliards FCFA au cours de cette période suite au doublement des recettes publiques qui de 252 milliards en 2009 sont passées à 505 milliards FCFA en 2014.

A contrario, le rapport relève que les investissements dans les secteurs sociaux ont régressé durant cette période, passant de 5,6 milliards à 1,8

milliards FCFA, tandis que les dépenses globales de l'Etat sont passées de 34,6 milliard à 95,1 milliards FCFA. La part des investissements sociaux dans les investissements de l'Etat est ainsi passée de 16,2% en 2009 à 1,9% en 2014. De plus, il est observé une baisse des taux d'exécution des investissements sociaux de 90% à 30% sur la même période.

Les résultats de l'analyse du CADERDT expliquent ces diverses baisses par la non maîtrise des procédures de passation de marchés ainsi que la forte mobilité des cadres chargés de la passation des marchés, l'insuffisance des capacités techniques et humaines dans la

planification, la programmation des projets d'investissement et l'écart entre le cycle de trésorerie de l'Etat et la planification opérationnel de l'investissement dans les secteurs sociaux.

Aussi le CADERDT a formulé quatre (4) recommandations. Il s'agit de la poursuite des réformes de l'administration fiscale et de la politique budgétaire, en particulier l'élargissement de l'espace fiscal, le renforcement des capacités techniques des cadres des ministères pour une meilleure programmation budgétaire, la création de cellules chargées de la passation des marchés et le renforcement du dispositif institutionnel de coordination des politiques de développement.

Rappelons pour finir que sur les cinq secteurs analysés, l'éducation constitue le secteur le mieux doté avec 19,6% des dépenses totales de l'Etat. Elle est suivie par le secteur de la santé avec 4,9%, de la protection sociale avec 2,6%, puis des secteurs « eau et assainissement » et action sociale qui occupent seulement 0,5% des dépenses de l'Etat. Le reste des dépenses est constitué par celles du personnel (55%), les dépenses de transfert (32%), les dépenses de fonctionnement (10%) et enfin celles d'investissement (4%).■

Démocrate

1ère édition de la journée porte ouverte sur l'Islam et les musulmans

L'Association des Cadres Musulmans au Togo section Golfe-Lomé a organisé la toute 1ère édition de la journée porte ouverte sur l'Islam et les musulmans le 19 juin dernier. Dénommée « Ramadan pour tous », cette journée a été initiée selon les organisateurs suite à un constat ; celui de la mauvaise interprétation de l'Islam. Ainsi l'idée phare de cette journée est de partager les valeurs de l'Islam avec l'opinion. C'est d'ailleurs ce que Gbadamassi Abdoul Rahmen, président du comité d'organisation a tenu à expliquer.

« C'est une journée que nous avons initiée suite à un constat. Nous les musulmans nous

sommes convaincus que l'Islam est une religion de paix de justice et de droit mais ce n'est pas l'opinion généralement admise dans la communauté non musulmane surtout quand nous portons un regard sur l'actualité. Sachant que la clé du vivre ensemble est dans le partage, les échanges entre les communautés nous organisons cette journée porte ouverte afin de permettre aux non musulmans et à tout individu qui aimerait mieux comprendre les thématiques liées à l'actualité »

Pour permettre aux participants de mieux s'imprégner les réalités de cette journée, 3 principaux stands ont abrité 3 thèmes Bien



définis à l'instar de celui dénonçant le terrorisme intitulé « l'Islam invite à la paix et condamne le terrorisme » ou

celui édifiant sur la promotion des droits de l'enfant intitulé « l'Islam, garantie pour les droits complets de l'enfant ». Le

troisième thème quant à lui a trait à la femme ; ainsi on pouvait lire sur l'enseigne « l'Islam, religion de plein épanouissement spirituel et temporel de la femme »

La journée a également été marquée par un concours éducatif de culture générale et islamique sanctionné par une récompense pour le meilleur des cinq (5) associations notamment l'association de la Jeunesse musulmane, UJUMA ou UJUPIT.

Après la conférence débat, la journée s'est clôturée par une rupture collective entre musulmans et non musulmans.■

Keyewa

Le CHU Sylvanus Olympio malade de son personnel



Ce n'est pas un secret de polichinelle le secteur de la santé comme dans la plupart des pays du sud, n'est pas au mieux de sa forme au Togo. Avec seulement 5% du budget accordé à la santé, l'Etat togolais est bien conscient qu'il doit mieux faire. Mais au-delà de ces efforts en dessous des attentes, les centres de soins de santé public sont confrontés à un autre problème lié au personnel soignant.

Bienvenue au CHU Sylvanus Olympio l'hôpital de référence du Togo, décrit comme une véritable caverne d'Ali Baba ou vole de consommables, détournement du matériel et des patients sont érigés en règle. Ce constat ne vient pas de nous, mais du colonel Adom Wiyao Kpao Directeur Général du CHU Sylvanus Olympio qui s'exprimait dans les colonnes d'un journal de la place la semaine dernière. Une sortie médiatique teintée de courage

car le Directeur Général n'est pas allé du dos de cuillère pour dénoncer point par point les dérives du personnel soignant du simple agent d'entretien au médecin professeur et chef service. L'éthique médicale semble avoir déserté le CHU Sylvanus Olympio « sur 10 agents, à peine deux sont intègres » affirme le DG qui conclue à problème de mentalité pour justifier ces pratiques qui ne rendent pas du tout service à la société. Selon des chiffres communiqués à nos confrères du bi hebdo l'Alternative, le CHU Sylvanus Olympio compte 1400 agents pour une masse salariale évaluée à 151 millions par mois et des recettes mensuelles qui avoisinent 95 millions par mois. Ces chiffres attestent un véritable manque à gagner qui s'explique aisément par la corruption ambiante, le détournement des patients vers des cliniques privées, l'utilisation du matériel à des fins privées c'est dire qu'une bonne partie des recettes vont directement dans la poche des agents véreux plutôt et non dans

la caisse. Le CHU Sylvanus Olympio dispose d'un seul scanner une anomalie reconnaît le DG mais malheureusement le seul scanner fait objet d'une utilisation frauduleuse d'où les panes répétitives très souvent constatées. Les chefs de service sont accusés de faire preuve de négligence et de laxisme on se fait remplacer à son poste par des agents peu indiqués conséquence, des désastres sanitaires qui vaut parfois au CHU des plaintes devant les tribunaux Le hic c'est que la direction semble impuissante face à ces dérives. « si j'avais la possibilité de renvoyer des agents ici, je commencerais par les professeurs mais hélas, je n'ai pas cette possibilité » a déclaré à nos confrères du journal alternative le DG du CHU. Néanmoins, il compte y aller par pédagogie en amenant le personnel soignant à un changement de comportement. Il faut aussi soulever le renforcement du système de surveillance avec des fouilles systématiques du personnel soignant à la sortie de l'hôpital.

Une mesure boudée mais qui a permis des saisis notamment les médicaments et autres objets volés.

Cette sortie médiatique a permis de mettre à nu des pratiques peu orthodoxes à l'origine de l'état comateux de nos structures de santé.

Ils sont nombreux ces citoyens à redouter les hôpitaux publics en cas de souci de santé. Ceux qui s'y rendent le font la peur au ventre. Certes on attend beaucoup pour relever le niveau de nos hôpitaux mais tout effort restera vain si le personnel soignant ne fait sien les règles élémentaires de la déontologie qui régit leur profession. Les réformes qu'envisage apporter l'actuel ministre de la santé ne peuvent qu'être les bienvenues face à la situation décrite. N'est-il d'ailleurs pas opportun de réactiver le projet d'états généraux de la santé annoncé depuis quelques années par le chef de l'Etat? ■

P. Fabrice

Redémarrage des championnats nationaux Un chronogramme et un planning connus

La saison de football 2016-2017 sera ouverte le 15 juillet prochain selon le Comité Exécutif de la Fédération Togolaise de Football (FTF), qui a adopté, à cet effet, un chronogramme des activités, le vendredi 10 juin 2016 ainsi que le planning de la saison.

Selon ce chronogramme, les championnats de la première division et de la deuxième division démarrent le 11 septembre 2016. La phase aller des championnats va du 11 septembre au 21 décembre 2016 et la phase retour, du 08 janvier au 28 mai 2017, au plus tard.

Les clubs mettront à profit la période du 25 juin au 15 août 2016, pour disputer des rencontres amicales et des tournois en vue de préparer leur saison au mieux.

En prélude à cela, le sélectionneur adjoint Sébastien Migné a dirigé une formation à l'intention des entraîneurs locaux le 07 juin dernier. En présence du sélectionneur national Claude Le Roy et de l'ensemble des membres du staff technique de l'Équipe Nationale, les entraîneurs locaux ont été édifiés sur comment élaborer la préparation physique des joueurs avant le démarrage d'une saison sportive.

Des sessions de formation sont également prévues au profit des membres des commissions de la FTF, des Secrétaires Généraux des clubs et



ligues de football, des arbitres, des commissaires, des entraîneurs et des journalistes sur les Règlements Généraux, les Règlements des Compétitions, et le Code disciplinaire.

Un congrès ordinaire se tiendra le 20 août 2016. La saison sportive 2016-2017 prend fin le 28 mai 2017.

Le planning de la saison 2016-2017 donne pour sa part, un aperçu général du calendrier des compétitions nationales ainsi que les journées FIFA, dédiées aux rencontres des sélections nationales. ■

Démocrate

Enseignements primaire et secondaire Le SESTO et le SEPPTO deux nouveaux syndicats voient le jour

Les enseignants du primaire et du secondaire étaient en congrès le 18 juin dernier à Lomé. L'ordre du jour était de réfléchir ensemble afin de définir de nouvelles voies et moyens pouvant aboutir à la prise en compte par le gouvernement du reste des revendications soumises par la plate-forme du corps enseignant.

L'Union des Syndicats des Enseignants du Togo (USET) ayant connue des divisions et des désertions ne constitue plus une force syndicale pouvant continuer les négociations avec l'exécutif. Elle est devenue aujourd'hui une coquille vide avec le départ des syndicats de l'enseignement technique. Pour se donner les moyens de poursuivre le combat pour le bien-être et le mieux vivre de leur corporation, les enseignants du primaire et du secondaire ont mis sur pied deux nouveaux syndicats. Il s'agit du Syndicat des Enseignants du Secondaire du Togo (SESTO) et du Syndicat des Enseignants du préscolaire et Primaire du Togo (SEPPTO).

Ces deux syndicats se donnent pour mission de continuer la lutte en vue d'obtenir les revendications que le gouvernement a mis en stand-by jusqu'à ce jour.

Pour l'heure, les deux syndicats naissants et ceux de la technique envisagent dans un bref délai de ce fédérer pour une efficacité de la lutte. ■

Alain Tchédre

6ème Forum International sur les investissements en Afrique a pris fin La question des investissements hôteliers en Afrique un sujet majeur

Les 21 et 22 juin s'est tenu à Radisson Blu, hôtel 2 Février le 6ème Forum International sur les investissements en Afrique. Il a réuni plus de 300 directeurs généraux de sociétés, de groupes hôteliers internationaux, des hommes d'affaires, venus de 32 pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie autour du thème : « les investissements hôteliers en Afrique ». Pendant ces deux jours, ces acteurs et professionnels de l'hôtellerie ont réfléchi sur les nouvelles opportunités susceptibles de répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante sur la qualité des prestations, mais aussi, sur la sécurité.

Ce 6ème forum international sur les investissements en Afrique a été un rendez-vous d'opportunité d'affaires, de partenariat public-privé. Cette plateforme a constitué une occasion d'échanges et d'affaires entre investisseurs, hommes d'affaires, porteurs de projets, développeurs, groupes



hôteliers, gestionnaires et professionnels du secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Par ailleurs, cette rencontre a permis aux délégués de se pencher en détail sur la région ouest-africaine et discuter des défis liés aux investissements et au développement des infrastructures hôtelières. Ils ont également réfléchi sur les voies et moyens à adopter pour développer le tourisme et élargir spectre des visiteurs principalement constitués

d'hommes d'affaires.

Le Premier ministre, Komi Selom Klassou en ouvrant ce 6ème forum a salué les organisateurs pour avoir choisi Lomé pour abriter cette rencontre de portée internationale. Le gouvernement selon lui est conscient des retombées économiques que peut générer l'hôtellerie et le tourisme. C'est pourquoi il n'a cessé de multiplier les efforts pour faire

pour booster ces deux secteurs qui vont de pair. « C'est donc à juste titre que le gouvernement togolais a fait du secteur du tourisme, une priorité en accélérant le processus de renforcement des capacités des infrastructures hôtelières de qualité. C'est le cas, notamment à travers la rénovation de l'hôtel 2 février qui nous accueille en ce moment, la construction de nouveaux hôtels de grand standing et surtout l'accompagnement des investisseurs privés nationaux

commerce, de l'industrie, de la promotion du secteur privée et du tourisme, Mme Bernadette Legzim-Balouki a, pour sa part indiqué que le Togo a enregistré 303.000 touristes pour 26 milliards de FCFA de recette et a pour objectif de franchir la barre de 500 000 touristes d'ici 2020.

Le président de l'organisation, M. Matthew Weihs a déclaré que ce forum sera également un cadre de réseautage et de discussions bilatérales pour la relance de la croissance



et internationaux par le biais des facilités accordées », a souligné Sélo Klassou.

La ministre en charge du

économique africaine et de repositionnement du tourisme sur le marché internationale.

Alain.■

Démocrate

47 communautés de 22 préfectures bénéficient du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires

Le 14 juin dernier, le ministre du développement à la base de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a procédé à deux signatures de conventions dans le cadre du Programme de Soutien aux Microprojets d'Infrastructures Communautaires (PSMICO). Il s'agit d'une signée avec l'ONG BORNEfonden et l'autre avec 47 communautés de 22 préfectures du Togo d'un montant total de 5 millions 596 milles FCFA. Le PSMICO est un programme pour doter les communautés d'infrastructures qui leur manquent le plus.

Ainsi parmi les préfectures bénéficiaires figurent : Tchamba dont la localité Sinadé bénéficie d'un bâtiment scolaire, Agoudé de la préfecture de Doufelgou bénéficie aussi d'un bâtiment scolaire ; Andangbé de Zio bénéficie d'un point d'eau potable ; Nagbeni de Oti pour une maternité et Tetetou de Haho bénéficie d'un bâtiment scolaire

Initiatrice de ce projet, l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) a tenu à expliquer les critères pour bénéficier des infrastructures et le contexte du PSMICO. « Ce programme est initié suite aux effets de la crise économique et la rareté de financement pour des structures. Il s'agit de mettre en place des infrastructures économiques, responsabiliser les communautés, les accompagner et renforcer leur capacité de développement économique. Les cibles sont communautés urbaine et périurbaine » a déclaré Mazalo KATANGA directrice de l'ANADEB.

Pour la directrice de l'ANADEB, pour bénéficier du PSMICO, il faut 5 critères à savoir : la pertinence de la demande ; la faisabilité des actions ; l'organisation des communautés ; équité dans les préfectures et enfin l'existence d'autre programme pour une synergie d'action.

De son côté Mme Dogbe a encouragé les



bénéficiaires à prendre soins de ces joyaux ce qui va encourager le gouvernement à mener plus d'action dans ce sens.

Partenaire financier du PSMICO, l'ONG BORNEfonden est une fondation des enfants et des jeunes Danois qui

intervient dans plus de 40 cantons au Togo. L'ONG BORNEfonden a vu le jour en 1992 et a pour objectif de renforcer les capacités des communautés. Elle intervient aussi dans le domaine éducatif■

Charles

BAC 2 désormais corrigé à Lomé et à Kara

L'idée est bonne, elle a tarabudé les esprits mais sa concrétisation a demeuré un mirage pendant des décennies. En effet pour certains, doter le Togo d'un second ou de plusieurs centres de correction du BAC II serait un atout. Les cris d'alarme ont été entendus et c'est désormais chose faite. Même si elle se concrétise tardivement pour d'autres, il n'en demeure pas moins que le monde des enseignants la trouve bonne.

Kara est désormais un centre de correction une innovation qui fait plaisir aux professeurs correcteurs obligés de venir chaque année à Lomé. La nouvelle a été annoncée par le ministre de l'enseignement supérieur, NicouéBroohm, qui en déplacement pour constater le déroulement effectif des épreuves, s'est rendu dans la région septentrionale du Togo plus précisément à Kara où plusieurs centres ont été visités. Pour lui, ce choix n'est pas le fruit du hasard.



«Nous Avons ici 8869 candidats. Kara fait parti des centres les plus important après la région du Golfe la région du plateau Est et la région maritime. Nous souhaitons à tous les candidats,

bonne chance ; l'année s'est passée dans la sérénité et il faudrait qu'au terme de l'année que les résultats reflètent justement le travail qui a été accompli.», a-t-il déclaré.

Cette année, ils étaient au total 74096 candidats à composer sur toute l'étendue du territoire togolais pour obtenir le premier diplôme universitaire. Cette

année 63858 sont de l'enseignement et général et 10238 de l'enseignement technique. Le baccalauréat, deuxième partie est un important examen au Togo et pour constater le bon déroulement des épreuves les ministres des enseignements ont fait leur déplacement.

Après avoir visité trois centres d'écrit dont le lycée technique d'Adidogomé, le ministre Tchakpele a donné ses impressions « il est normal que les ministres en charge que nous sommes viennent soutenir les candidats et les féliciter pour avoir suivi scrupuleusement les conseils tant de leur parent que de leur enseignant. Par rapport à l'année dernière je dois vous dire que les effectifs ont fait un bon extraordinaire » a déclaré le ministre. Il a également salué l'abnégation et le sens élevé de civisme et du patriotisme dont fait l'objet les acteurs pour que cet examen se déroule dans de bonne condition.■

Charles

L'ONUSIDA a annoncé une baisse de 60 % des nouvelles infections à VIH dans 21 pays d'Afrique les plus touchés

La dernière rencontre de haut niveau sur la lutte contre le VIH /sida les 8 et 10 juin dernier n'a pas fait que prendre des décisions En effet au cours de ce sommet, l'ONUSIDA a dressé le bilan de ces 8 dernières années de lutte contre le VIH/sida. Ainsi selon l'ONUSIDA, depuis 2009, les efforts consentis à l'échelle mondiale ont permis une baisse de 60 % des nouvelles infections chez les enfants et ceci dans 21 pays les plus touchés en Afrique.

Pour l'organisation, l'intensification de la lutte a permis d'éviter 1,2 millions de nouvelles infections à VIH chez les enfants. Selon le bilan, Les nouvelles infections à VIH chez les enfants dans ces 21 pays sont passées de 270 000 [230 000 - 330 000] en 2009 à 110



000 [78 000 - 150 000] en 2015. Cette baisse s'explique par le fait qu'au cours des seules cinq dernières années, l'accès au traitement pour les enfants a

été multiplié par deux. En conséquence, les décès liés au sida chez les enfants ont été réduits de 44 %. Alors qu'en 2005 un enfant sur dix avait

accès au traitement antirétroviral.

L'ONUSIDA a également indiqué que 6 pays africains à l'instar du Botswana, Mozambique,

Namibie, Afrique du Sud, Swaziland et Ouganda ont atteint l'objectif du Plan mondial d'assurer à au moins 90 % des femmes enceintes vivant avec le VIH. Toujours en Afrique, 6 autres pays ont fourni à plus de 80% des femmes enceintes vivant avec le VIH des médicaments antirétroviraux (Burundi, Cameroun, Malawi, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.). Toutefois ce qu'il faut retenir est que l'accès a été plus efficace car triplé au niveau depuis 2009. (Depuis 2009, passant de 15 % en 2009 à 51 % en 2015)

Il faut rappeler que ces résultats ont été possibles grâce au soutien du le Plan présidentiel américain d'aide d'urgence à la lutte contre le sida (PEPFAR).■

Kabey Keyewa



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE
pour TOUS
BAISSE
pour Chacun**

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

**"Moi Mon TARIF
est UNIQUE "**

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

**"Moi aussi
Mon TARIF est UNIQUE "**

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes